



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Financement de l'islamisme politique en France

Question écrite n° 26985

Texte de la question

M. Jean-Louis Thiériot attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la question du financement de l'islamisme politique en France, naturellement totalement différent de l'islam paisible pratiqué par les musulmans. Une récente enquête menée par Christian Chesnot et Georges Malbrunot, « Qatar Papers - comment l'émirat finance l'islam en France et en Europe » aux éditions Michel Lafon, révèle une cartographie du prosélytisme en France et en Europe mené par Nectar Trust, la plus puissante ONG de l'émirat du Qatar. Cette organisation finance de nombreux centres multifonctionnels, mosquées ainsi que l'institut européen des sciences sociales (IESH). L'engagement de Nectar Trust d'investir dans l'éducation islamique radicale en France, notamment à l'IESH, un établissement d'enseignement dédié à l'éducation des futurs imams, aumôniers de prison et enseignants est d'autant plus alarmant qu'il semble exister des liens directs avec les Frères musulmans. M. le député tient à rappeler que l'un des mentors du programme académique de l'IESH est Yusuf al-Qaradawi, chef spirituel des Frères musulmans qui défendait les attentats suicides contre les juifs et la peine de mort contre les homosexuels. Il l'interroge sur les mesures qu'il a prises pour contrôler les différents établissements d'enseignement islamique sur leur compatibilité avec la laïcité et les valeurs républicaines, y compris l'égalité des sexes, la prévention du discours de haine et de la radicalisation pour les générations futures.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Louis Thiériot](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 26985

Rubrique : Religions et cultes

Ministère interrogé : [Intérieur](#)

Ministère attributaire : [Intérieur](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [25 février 2020](#), page 1382

Question retirée le : 21 juin 2022 (Fin de mandat)